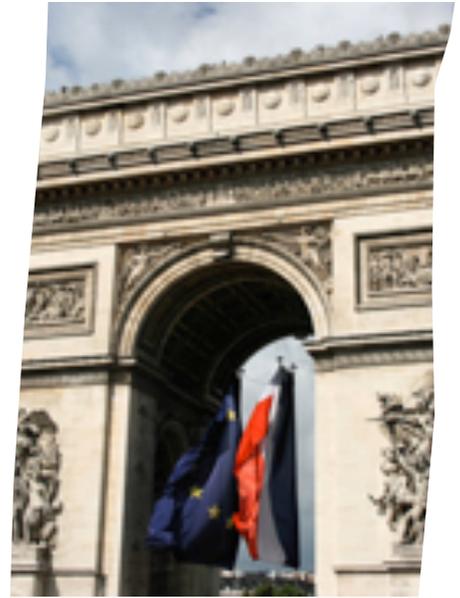


LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 3 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **La Macronnerie**
- 2) **Le bateau prend l'eau**
- 3) **Quel plan ?**
- 4) **Elle flirte avec Juju !!**
- 5) **Pourquoi cette démission**
- 6) **Les délires de la droite pour...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Macron, le réformateur orthodoxe



Emmanuel Macron, le 11 octobre au Mans © Reuters

Le possible candidat à la présidentielle prône le « ni droite ni gauche » et entend bousculer le « système ». Mais sans Sixième République, sans changer la loi, sans s'affranchir des traités européens. S'il refuse encore de livrer son programme, il a esquissé mardi 11 octobre, en meeting au Mans, un big-bang libéral.

Le Mans, de notre envoyé spécial.- « Faire bouger les lignes. » C'est par cette expression, projetée sur grand écran, que débutent les meetings d'Emmanuel Macron. Tout au long du mois d'octobre, l'ancien ministre de l'économie, qui n'est pas officiellement candidat à la présidence de la République, présente son « diagnostic » de la France. Sans avancer pour l'instant de propositions concrètes, annoncées pour la fin de l'année. Il n'y en aura qu'une dizaine au maximum, distillées au fil des semaines. Le choix est assumé : un programme, dit-il, n'est jamais respecté. « Et c'est en général plus de déficits publics », répète-t-il aux journalistes.

Dans ses meetings – le 4 octobre à Strasbourg, ce 11 octobre au Mans, avant un troisième événement à Montpellier, la semaine prochaine –, Macron met en avant sa prétendue différence.

Il entend dépasser le clivage gauche/droite, ringardiser les partis fatigués, « co-construire » son programme avec les citoyens, « ne plus s'enfermer dans les sujets d'il y a vingt ans ». Persuadé de répondre « aux préoccupations profondes du pays », il se rêve en « alternative ». Au premier rang de ses réunions publiques, on trouve des élus de tous bords : plusieurs élus socialistes ou radicaux, mais aussi des centristes du MoDem ou encore Renaud Dutreil, cofondateur de l'UMP et ancien dirigeant de LVMH aux États-Unis. Au Mans, l'eurodéputé Jean Arthuis, ancien ministre UDI de l'économie d'Alain Juppé et nouvelle prise de guerre, lui a apporté son soutien par vidéo interposée.

La forme se veut moderne. La scénographie est élégante. Des inconnus, jeunes et de toutes couleurs de peau, présentent l'état des lieux de la France, coiffés de micros serre-tête high-tech. Sans pupitre ni notes, Emmanuel Macron virevolte sur l'estrade à 360 degrés, aidé par quatre prompts latéraux. L'argent n'est pas un problème – selon son « QG de campagne », Macron a récolté « plus de deux millions d'euros » de dons, de quoi financer ces opérations qui coûtent entre 50 000 et 100 000 euros selon les

viles.

Pourfendeur du « système », le fondateur du mouvement « En Marche ! » entend incarner le renouveau. Mais quand il s'agit d'aérer la politique, ses propositions sont loin d'être toutes décapantes. Il constate les impasses institutionnelles, mais changer la loi ou la Constitution n'est pas sa priorité. Emmanuel Macron reste un « pragmatique », voire un orthodoxe. Y compris sur l'Europe. À Lyon, le 24 septembre, il a dénoncé une « Europe fatiguée », a plaidé pour « la consolidation de la zone euro avec un budget commun » et une « puissante politique antidumping ». Mais il ne remet en cause ni les traités européens, ni le cadre budgétaire, et se borne pour l'instant à proposer des « conventions démocratiques » avant de recourir à tout référendum.

L'ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée de François Hollande n'a pas de mots assez durs envers une « démocratie qui manque d'adhésion, qui ne représente plus les gens, une démocratie d'irresponsabilité (...) perçue comme inefficace », où les citoyens « conchient » leurs responsables politiques. À Strasbourg, il s'en est pris à Nicolas Sarkozy – « comment envisager se présenter aux suffrages des Français alors qu'on a délibérément dépassé le plafond autorisé pour sa campagne ? » – et à Alain Juppé, condamné en 2004 dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris – « peut-on imaginer se présenter aux suffrages des Français alors que sa probité personnelle a été mise en cause ? ».

L'ex-ministre, qui reste ambigu sur sa candidature, avance quelques propositions pour renouveler la vie politique : introduire la proportionnelle à l'Assemblée nationale et l'étendre au Sénat, « sans doute » réduire le nombre d'élus « au niveau national » ; contraindre le président de la République à rendre chaque année des comptes devant un comité de citoyens tirés au sort ; muscler les commissions d'enquête parlementaires et les rendre systématiques quand « notre sécurité nationale est engagée » ; vérifier qu'un ministre n'a pas de casier judiciaire, comme c'est déjà le cas pour les fonctionnaires.

Emmanuel Macron entend aussi limiter le cumul des mandats dans le temps. Une proposition rejetée par la majorité en 2013, mais que François Hollande a aussi fait sienne depuis peu en vue de la campagne présidentielle. Ironiquement, certains de ses soutiens les plus visibles sont, ou ont été, de grands féodaux socialistes adeptes du cumul, comme le sénateur et maire de Lyon Gérard

Collomb, l'ancien président de la Région Lorraine et sénateur Jean-Pierre Masseret, ou l'ex-président de la Région Bourgogne, François Patriat.

Tous ces changements institutionnels se feraient dans un cadre inchangé. Pas question d'une « Sixième République », prônée par exemple par Jean-Luc Mélenchon ou Arnaud Montebourg. « Ça ne règle rien », dit-il. Pas non plus de loi pour « faire rentrer des personnes de la société civile » dans les partis, comme ce fut le cas pour les femmes avec les lois successives sur la parité. « On ne changera pas la société à coups de normes (...). On met beaucoup de temps à faire des lois tout le temps », explique-t-il. Macron rêve de ministres « responsables » devant le Parlement, mais ne précise pas comment. Il souhaite que le président de la République « rende compte chaque année de l'avancement de ses engagements de campagne » devant un « comité de citoyens tirés au sort ». Assistés par la Cour des comptes, ils ne pourraient cependant pas « empêcher » le président, comme c'est le cas aux États-Unis.

Sur les estrades, le probable candidat à la présidentielle n'a pas de mots assez durs contre un « système qui se replie sur lui-même et se fige ». Il critique volontiers le règne de la technostructure. Mais il n'a toujours pas quitté la puissante Inspection générale des finances (IGF). Toujours en disponibilité du corps d'élite des énarques, il ne l'a pas encore réintégré et ne touche pas son salaire de haut fonctionnaire – conformément à la loi, il dispose de son indemnité de ministre jusqu'à fin novembre.

Son entourage laisse entendre qu'il pourrait quitter l'IGF s'il se déclare candidat à la présidentielle. Faute d'avoir effectué les dix ans requis au service de l'État, il devrait alors, selon nos informations, rembourser 50 000 euros, l'équivalent de ce que l'État lui a versé alors qu'il étudiait à l'ENA. À ce jour, il n'a pas sauté le pas : Emmanuel Macron ne s'est pas encore appliqué la rénovation politique qu'il appelle de ses vœux.

Libéral-libéral

LAPRESSEENREVUE.EU



Emmanuel Macron, le 11 octobre au Mans © Reuters

Le fondateur d'« En Marche ! » entend aussi « rendre le pouvoir à la société » et bâtir une « République contractuelle ». Il prône ce qu'il appelle une « société du choix », où les individus brisent les « plafonds de verre » et peuvent mener « une vie libre » et « autonome ».

« Ce n'est pas trahir l'État que la société prenne sa place pleine et entière », dit-il. Mais quand il s'agit d'économie et de protection sociale, ses « pistes de réflexion », même livrées au compte-gouttes, commencent à dessiner un programme très libéral. Il éreinte les « blocages » français. Veut simplifier les « normes trop rigides, trop nombreuses, trop instables ». Il juge que le « modèle français » – emploi, social, école, santé, logement –, conçu après la Seconde guerre mondiale, est « épuisé ». « Il sert aux plus aisés, aux plus protégés, mais il en exclut beaucoup d'autres, a-t-il lancé au Mans. Aussi longtemps qu'il y aura de l'uniformité, il y aura de l'inégalité. Tant que nous n'aurons pas transformé notre modèle, nous ne réussirons pas à faire mieux en dépensant moins. » Le mot « relance » ne fait pas partie de son logiciel.

L'ancien ministre de l'économie esquisse même un désengagement de l'État en prônant une « déconcentration » qui, si elle reconnaît « la part des associations et des bénévoles dans l'action collective », entrouvre aussi la porte au « secteur privé », par exemple dans la sécurité, « en complémentarité du travail des forces de l'ordre ». Idem sur la santé, où il entend « décroiser les professions », en faisant notamment « entrer des praticiens privés à l'hôpital ». L'ex-locataire de Bercy veut aussi relancer « de manière brutale » la production de logements par « une politique de l'offre ». Quitte à « réduire », prévient-il, des « normes », « certains droits et certaines capacités de recours » pour « accélérer les opérations » immobilières. De quoi faire saliver le BTP et les promoteurs.

En souhaitant rapatrier la négociation de la

majeure partie du code du travail « dans les branches ou les entreprises », Macron, qui déplore les « ségrégations » du marché du travail, suggère par ailleurs un big-bang du code du travail, bien plus massif que la loi El Khomri, pourtant vivement contestée dans la rue au printemps.

« La loi doit définir un cadre (...) mais la loi pour tout, dans tous les cas, ce n'est pas la bonne solution », dit-il. L'ancien ministre prône un « principe assumé d'inversion de la hiérarchie des normes ». Le code du travail serait allégé de façon « drastique », tandis que la « fabrique de la norme » – négociation du temps de travail, modalités du contrat de travail, seuils sociaux, etc. – serait rapatriée dans l'entreprise et les branches professionnelles. Mais avec des « protections en plus », assure-t-il, notamment en matière de formation professionnelle et de mobilité. « La réponse au chômage d'aujourd'hui, ce n'est pas la suppression des protections des travailleurs. Mais ce n'est pas non plus la conservation de notre modèle qui produit du chômage », dit-il, plaidant aussi pour un « nouveau mode de financement » de la protection sociale.

Au Mans, Emmanuel Macron a même enfoncé le clou en s'en prenant devant la presse aux « belles âmes qui expliquent que l'on défend les salariés en dénonçant la loi Travail ». Le « paradigme » libéral est clairement assumé. Emmanuel Macron pense que le pays y est prêt, à condition de le faire avec méthode et « pédagogie », un mot qu'il répète souvent. « La France n'est pas un pays irréformable, a-t-il lancé à Strasbourg, évoquant les grandes grèves de 1995 contre le plan Juppé de réforme de l'assurance maladie. Cette réforme était nécessaire, mais sur le plan démocratique elle n'avait pas été expliquée. »

Libéral sur le plan économique, Macron n'est pas, en tout cas pas encore, le libéral-libertaire que certains veulent voir en lui.

Certes, il assume une lecture de la laïcité moins autoritaire et plus inclusive que Manuel Valls. Il se montre critique sur la déchéance de nationalité – parce que ce débat a trop duré et n'est pas une « solution concrète ».

Dans la tradition du libéralisme politique, il s'est livré au Mans à un plaidoyer en faveur de l'État de droit.

« La prolongation sans fin de l'état d'urgence [décrété et renouvelé par le gouvernement auquel il a participé – ndlr] pose des questions, et des questions légitimes.

Nous ne pouvons pas vivre en permanence dans un État d'exception ». Jugeant l'« arsenal législatif applicable au terrorisme » suffisant, il prône des moyens accrus pour les services de renseignement et dénonce les propositions « dangereuses » de l'opposition, comme l'incarcération des fichés S, prônée par Nicolas Sarkozy, « à la fois inefficaces et non démocratiques ». Il appelle aussi de ses vœux un rétablissement de la « police de proximité », créée par le gouvernement Jospin et supprimée par la droite.

Mais sur d'autres sujets de société, il n'a encore rien dit. Personne ne sait, par exemple, ce qu'il prône pour lutter contre les discriminations, les inégalités homme-femmes, ou encore au sujet de la légalisation du cannabis, des droits des minorités. À Strasbourg, il a même laissé entendre, sans entrer dans les détails, que le droit de vote des étrangers, inscrit au programme du PS depuis des lustres mais jamais appliqué, n'était pas une priorité – « depuis 1981, on le dit, ça n'a jamais été fait et on ne le fait pas ». Pas davantage de précisions, non plus, sur les façons de régler la crise des migrants en Europe.

Fêté au cours de ses meetings par des « Macron président ! », il reste à ce stade une énigme politique. Il entretient encore et toujours le flou pour éviter de se trouver un jour ligoté par des promesses. À moins que, de meeting en meeting, derrière une logorrhée qui hésite parfois entre le creux et le nébuleux, ce ne soit la vérité de son orthodoxie qui se révèle peu à peu.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Au FN, le Rassemblement bleu Marine prend l'eau

Par Dominique Albertini



Karim Ouchikh, le président du Siel, à Paris le 7 novembre 2015.
Photo Bertrand Guay.AFP

Seul parti allié au Front national, le Siel devrait annoncer d'ici samedi son retrait du RBM. Confirmant l'échec d'une structure censée désenclaver l'organisation d'extrême droite.

«Le Front national n'a pas d'alliés» : sévère mais juste, ce constat admettait jusqu'à présent une légère nuance. Le parti de Marine Le Pen pouvait en effet compter sur le soutien de Souveraineté, identité et libertés (Siel), un petit mouvement libéral et identitaire, membre du Rassemblement bleu Marine (RBM). Selon toute vraisemblance, cet attelage ne devrait pas passer le week-end : dans un entretien à l'hebdomadaire Minute, à paraître mercredi, le président du Siel, Karim Ouchikh, se livre à une virulente critique du FN, évoquant des «désaccords idéologiques», une «stratégie d'enfermement électoral» et un «rapport indigent à la politique, qui se réduirait au seul clivage mondialiste/patriote». Réuni samedi, le comité directeur du Siel devrait officialiser le divorce entre les deux mouvements.

«Mon état d'esprit est plutôt de quitter le RBM, confirme Karim Ouchikh à Libération. Le bilan de cette expérience de quatre ans est tout sauf positif. Le but du Siel était d'élargir à droite la base de Marine Le Pen, mais cette perspective s'éloigne de plus en plus, et je préfère en tirer les conséquences.» L'homme assure tout de même maintenir son soutien à Marine Le Pen pour la présidentielle de 2017, mais entend désormais se tourner vers la «droite hors les murs», cette nébuleuse radicale aux confins de LR et du FN.

Autant le dire tout de suite : la séparation ne bouleverserait pas la donne pour le FN. Le parti d'extrême droite devrait survivre au départ du Siel, avec ses 2 000 adhérents revendiqués, sa poignée d'élus locaux et son président inconnu du grand public. Mais ce probable retrait signerait l'avis de décès du Rassemblement bleu Marine, ou du moins de la mission d'abord confiée à cette structure. Lancée en 2011, celle-ci était en effet censée manifester l'ouverture du FN en regroupant des personnalités et mouvements souverainistes de tous horizons. Son secrétaire général, Gilbert Collard, promettait d'en faire un «lieu d'expression, où l'on puisse [...] parler librement, voire ne pas être d'accord». La suite des événements n'aura pas eu grand-chose à voir avec ce beau projet.

Entre désintéret et caporalisme, le FN n'a jamais semblé prendre au sérieux sa promesse initiale. «Il n'y a au sein du RBM aucune réunion, aucun échange, déplore Karim Ouchikh. C'est extrêmement éprouvant et frustrant. Au fond, le FN ne veut pas d'alliés, il ne veut que des ralliés.» Quant au Siel, d'abord censé séduire la droite souverainiste, il a progressivement dérivé vers l'extrême droite, défendant des thèses fort peu «dédiabolisatrices». Soulignant «l'incompatibilité de l'islam avec la République», le parti compte dans ses rangs Renaud Camus, père de l'expression «grand remplacement». Non content d'exiger l'arrêt de l'immigration, il prône en outre la «remigration», soit le retour au pays de tout ou partie des immigrés, voire de leurs descendants. En début d'année, Marine Le Pen avait déjà proscrit la double appartenance FN-Siel.

Silence ou retrait

En cas de départ du Siel, le RBM se résumerait pour l'essentiel aux «collectifs», des cercles de réflexion thématiques tenus, pour la plupart, par des proches de Florian Philippot. Comme un symbole des très étroites limites dans lesquelles le Front national veut contenir ses débats internes, et dont témoignait déjà la récente mise à pied d'un jeune cadre coupable de dérive libérale. Pour la tendance «droitière» du FN, le choix semble plus que jamais entre le silence ou le retrait. Avec le risque, pour les tenants de cette sensibilité, de finir plus nombreux à l'extérieur qu'à l'intérieur du parti. Ce qui n'est pas un petit enjeu, à un an du prochain congrès frontiste.

III) Présidentielle : gauche, où est le plan B ?



François Hollande en mars 2015 à Berlin. (ALAIN JOCARD/AFP)

EDITO. Au petit jeu du recours contre François Hollande, trois noms se distinguent : ceux d'Arnaud Montebourg, de Manuel Valls et d'Emmanuel Macron.



Matthieu Croissandeau

C'est le dernier passe-temps à la mode. Depuis que François Hollande a sabordé – et de quelle manière ! – sa rentrée politique, la gauche désespérée s'échine à lui trouver un remplaçant.

Au petit jeu du recours, trois noms se distinguent : ceux d'Arnaud Montebourg, de Manuel Valls et d'Emmanuel Macron. On leur fera grâce de souligner qu'ils doivent tous leurs galons à François Hollande ou d'insister sur le fait qu'avant de se bagarrer, ils se faisaient la courte échelle joyeusement. Il paraît bien loin en effet le temps où Montebourg mettait tout son poids dans la balance pour appuyer la nomination de Valls à Matignon, lequel se réjouissait six mois plus tard du beau symbole que représentait la nomination à Bercy de l'ancien banquier Emmanuel Macron. Au diable la cohérence... En politique, l'eau coule toujours très vite sous les ponts. Don Quichotte, Cambronne ou Bel-Ami

Premier à s'être lancé dans la course, Arnaud Montebourg a pour lui de s'être fait débarquer du navire il y a deux ans. Il peut donc légitimement s'exonérer du bilan. L'ancien ministre du Redressement productif occupe le créneau de la gauche souverainiste. Il a les défauts et les

qualités de ses emportements. C'est un Don Quichotte qui plaît aux socialistes qui n'aiment rien tant que se battre contre les moulins à vent.

Pris au piège de la loyauté institutionnelle qui le lie au président de la République, Manuel Valls, lui, tente depuis quelque temps de faire entendre sa petite musique. Faute de pouvoir se démarquer de l'action du gouvernement, il se bat sur le terrain de l'incarnation, en martelant de façon subliminale une seule question : "Qui fait le plus président ?" Sa raideur républicaine lui tient lieu pour l'instant de viatique. C'est le Cambronne du Waterloo socialiste. Avec lui la garde peut mourir tranquille, elle ne se rendra pas...

Des trois remplaçants, Emmanuel Macron reste à ce jour le plus déterminé et le plus énigmatique. L'ancien conseiller de François Hollande s'est mis en marche il y a deux mois seulement. Personne n'est en mesure de dire précisément à quoi ressemble son programme, sinon qu'il ne différerait guère de celui de Manuel Valls sur un plan économique. Mais c'est dans le style qu'il joue de ses différences. Plus libéral et sans doute plus libertaire que les deux premiers, il marche aujourd'hui sur l'eau et ne s'embarrasse pas de la doxa socialiste. C'est à la fois sa force et la limite de ce Bel-Ami de la vie politique.

Drôle de calcul

Ces trois-là pensent-ils pouvoir l'emporter sérieusement ? Non. Il s'agit pour eux surtout de relever le gant et d'offrir à un électorat déboussolé une défaite honorable que d'aucuns espèrent même refondatrice, histoire de reconstruire sur les décombres du hollandisme un avenir pour la gauche de gouvernement.

Drôle de calcul à l'évidence. Car, même en tournant et retournant les pièces du puzzle socialiste dans tous les sens, il faut se rendre à l'évidence : tous les potentiels supplétifs qui se targuent d'exercer leur droit d'inventaire ont participé de près à la liquidation. Ils sont donc, tous et chacun à leur manière, comptables de la situation. Et tous, pour le moment, tributaires de la décision du président...

Matthieu Croissandeau Journaliste



IV) Pourquoi le ralliement de Péresse à Juppé n'est pas une surprise

Soazig Quéméner

Nicolas Sarkozy lui avait promis le parti, le maire de Bordeaux pourrait faire de Valérie Péresse... la deuxième femme de la Ve République au poste de Premier ministre.

Sale coup pour Nicolas Sarkozy. Valérie Péresse, patronne de la région Ile-de-France, l'une des derniers élus à ne pas s'être prononcée pour la primaire de la droite et du centre, **vient d'annoncer dans une interview au Figaro son soutien à son principal concurrent, Alain Juppé.** Sale coup, mais surtout sale timing, un

jour avant le second débat entre les sept adversaires pour la compétition des 20 et des 27 novembre.

L'ancien Président n'avait que peu de chances d'attirer dans ses rets son ancienne ministre. A sa manière, mezzo voce, Valérie Péresse avait formulé de nombreuses critiques sur le quinquennat passé. Dans son livre, Voulez-vous vraiment sortir de la crise (Albin Michel), publié en 2013, l'ancienne ministre du Budget regrettait en particulier la timidité des réformes engagées sous Sarkozy.

« Nous avons manqué de courage et d'audace », affirmait-elle, pointant la non-abrogation des 35 heures, mais aussi la loi Tépà portant notamment sur la défiscalisation des heures supplémentaires, « un boulet » qui avait rendu « la politique fiscale illisible ».

Elle déplorait enfin que Nicolas Sarkozy et son équipe aient « dosé, négocié et reculé ». « Peur du chaos ? Tout au long du quinquennat, Nicolas Sarkozy avait été rongé sans l'avouer par cette crainte », ajoutait-elle.

En 2012, lors de la campagne pour la présidence de l'UMP, Valérie Péresse avait été logiquement l'un des fervents soutiens de son ancien Premier ministre François Fillon.

Elle avait ensuite pris de la distance et s'était consacrée à l'Ile-de-France qu'elle convoitait depuis 2010, enfin conquise en décembre 2015, au nez et à la barbe de Claude Bartolone, pourtant président de l'Assemblée nationale. **Les fillonistes espéraient encore pouvoir la rattraper**, qu'elle s'affiche à leurs côtés, même dans une position d'attente.

L'appel du pied de Juppé

Mais voilà, aujourd'hui, le duopole Sarkozy-Juppé est bien installé. Et Fillon semble au mieux promis à un rôle de troisième homme.

Si l'ancienne ministre du Budget reconnaît que le député de Paris a « l'étoffe d'un homme d'Etat », elle acte déjà sa défaite dans Le Figaro.

« Je pense que le score entre les deux favoris va être serré et qu'il faut faire un choix clair dès le premier tour de la primaire » car, explique-t-elle, « **l'enjeu est maximum** ». « Valérie voulait faire un choix pour le premier et le second tour », plaide l'un de ses proches.

Ces dernières semaines, Valérie Pécresse mûrissait sa décision et il devenait de plus en plus évident qu'elle allait rallier le maire de Bordeaux. **A propos de Nicolas Sarkozy, elle confiait en privé sa « fatigue »**, prenant exemple de la volte-face de l'ex de l'Élysée sur le réchauffement climatique. « Il faut être arrogant comme l'Homme pour penser que c'est nous qui avons changé le climat », avait-il déclaré devant un cercle de patron, sous les yeux de Marianne. Mais surtout, la chiraquienne passait son temps à plaider pour un « nouveau partage des pouvoirs ». Cela tombe bien, à ses yeux, le girondin Juppé, favori des sondages, est « le plus décentralisateur ».

Dans les colonnes du JDD **Alain Juppé, qui la connaît mal, lui avait adressé un vigoureux appel du pied en expliquant qu'il pourrait nommer - « pourquoi pas ? » - une femme au poste de Premier ministre...** Nicolas Sarkozy ne lui avait promis, lui, que la tête du parti. Si jamais le maire de Bordeaux l'emportait, Valérie Pécresse, femme la plus puissante de la droite à la tête d'une région-clé pour la primaire, prendrait une sérieuse option pour Matignon. Et ce n'est pas non plus étranger à son choix.



V) L'économisme est une religion obscurantiste dont il faut dévoiler les mythes

Nonfiction et Jean Bastien



Economie | torbakhopper via Flickr CC License by

Pour l'économiste Eloi Laurent, le «néo-libéralisme», la «social-xénophobie» et

«l'écologico-scepticisme» sont les trois mythes qui justifient la démission des politiques et nous empêchent encore de construire activement l'avenir.

Eloi Laurent, professeur à Sciences Po et à l'université de Stanford, vient de faire paraître à quelques mois d'intervalle deux petits ouvrages où il dénonce un ensemble d'idées fausses concernant l'économie. S'il importe de lever le voile sur ces «mythologies économiques», c'est qu'elles interdisent selon lui tout débat véritable sur des enjeux dont la nature est en réalité politique. À l'occasion de la sortie du second volume, il répond pour nous à quelques questions.

Vous venez de publier une nouvelle série de «mythologies économiques », après un premier ouvrage que vous aviez publié en début d'année. Cette fois encore, elles s'organisent autour de trois «grands mythes»: les thèses néo-libérales, les thèses xénophobes et celles qui sont dirigées contre l'écologie. Comment avez-vous identifié ces nouveaux mythes?

Eloi Laurent: Je n'avais pas prévu initialement de faire paraître deux volumes de mythologies économiques, ce sont les lectrices et les lecteurs du premier ouvrage qui m'y ont incité. Je me suis du coup efforcé de travailler la cohérence de ce qui est devenu un projet en deux temps: le premier ouvrage, Nos mythologies économiques, porte sur les grandes problématiques (les rapports entre économie et politique, le fonctionnement de l'économie de marché, le supposé coût de la diversité, etc.) celui qui vient de sortir, Nouvelles mythologies économiques, est centré sur les enjeux les plus contemporains (l'économie numérique, la désintégration européenne, la crise migratoire, la transition énergétique, etc.).

La structure tripartite à laquelle vous faites référence permet de consolider une vision, forcément subjective et partielle, des débats économiques actuels et unifie les deux volumes, qui font chacun exactement la même longueur, volontairement réduite pour faciliter l'accès (un peu plus de 100 pages), et couvrent un total de 30 mythologies.

Vous saisissez ces mythes dans l'instant, sans chercher à en reconstruire la généalogie, sauf peut-être en ce qui concerne ceux dirigés contre l'écologie dans le premier de ces ouvrages. C'est-à-dire que vous privilégiez une analyse rationnelle, et en les considérant chacun plutôt séparément. Pourtant,

**n'entretiennent-ils pas entre eux des liens?
Comment voyez-vous leur articulation globale?**

Vous avez raison, ils sont foncièrement liés entre eux et je n'explicité pas assez leur articulation. Je crois en particulier que la mythologie social-xénophobe, qui est désormais le cœur de l'idéologie d'extrême droite en Europe mais aussi aux États-Unis, est la créature monstrueuse de la mythologie néo-libérale.

Quand vous persuadez les citoyens que l'État est impuissant et que le modèle social est sur le point de s'effondrer sous le poids de l'inefficacité et de la fraude, la quête de boucs-émissaires est inévitable. Cette social-xénophobie est en train de faire des ravages dans les pays nordiques. Pendant ce temps-là, un enjeu crucial est négligé: la question écologique. Le néo-libéralisme est notre passé, la social-xénophobie notre présent et l'écolo-scepticisme nous obstrue l'avenir.

Dans votre précédent ouvrage, vous expliquiez que la mythologie néolibérale antiétatique dévalorise la redistribution et vante les «réformes structurelles». Dans ce nouveau livre, vous montrez que la révolution technologique, d'une part, et les règles européennes d'autre part, sont mobilisées à l'appui des mêmes orientations antiétatiques et antisociales (pour le dire vite). Est-ce alors parce qu'on les lit avec la même grille d'interprétation?

C'est très clairement le cas de la «révolution numérique» sur laquelle flotte un entêtant parfum d'Ancien régime. C'est l'habit neuf du néo-libéralisme, dont le mot d'ordre est désormais la disruption, mais dont le programme politique est absolument inchangé: baisse des impôts pour les plus fortunés (au nom de l'incitation à l'innovation), effondrement de la protection sociale (au nom de l'agilité), réduction des dépenses publiques (au nom de la compétitivité globale). Je montre en revanche que les règles européennes sont loin d'être le carcan d'airain que l'on nous vend et qu'elles sont bien plus flexibles qu'il n'y paraît. Elles ne cessent d'ailleurs d'être altérées ces dernières années, hélas le plus souvent pour le pire...

Dans ce nouveau livre, vous montrez que l'idée d'un déclin inéluctable de l'Occident par rapport aux autres régions du monde, ou que celle d'une menace exercée par la mondialisation sur notre identité nationale, ne correspondent pas à la réalité. Vous contredisez aussi des affirmations plus prosaïques, comme une prétendue préférence de nos politiques sociales pour les migrants ou encore le lien entre immigration et insécurité. Peut-on dire que c'est le pendant de la critique des mythes qui doit permettre de dégager le terrain pour une autre politique?

Oui c'est tout à fait le principe des deux volumes: il ne s'agit pas de critiquer pour se lamenter, il s'agit de déconstruire pour reconstruire. En démontant les «mythologies économiques» comme autant de pièces de lego, on peut voir, en creux, là où le politique a abdiqué au nom d'une prétendue «science économique» qui n'existe que dans l'esprit des idéologues hargneux qui s'en proclament les zéloteurs.

Votre dernière partie est consacrée aux thèses écolo-sceptiques. Plus qu'ailleurs, ces thèses semblent ici apparaître comme des moyens de retarder la mise en œuvre des mesures indispensables qui renaissent sans cesse au fur et à mesure que les précédents arguments ont perdu de leur force. Est-ce bien cela?

C'est en effet un des paradoxes frappants de la rhétorique économique contemporaine, qui en appelle constamment au mouvement, au changement et à la réforme, mais qui n'a de cesse de censurer les formes nouvelles de pensée et d'organisation au nom de leur prétendue absence de rationalité ou de robustesse économique. C'est ainsi que l'on instrumentalise aujourd'hui les outils de l'analyse économique pour prolonger de manière totalement irresponsable des pratiques de production et de consommation dont les études sanitaires nous disent à quel point elles sont toxiques pour le bien-être humain: les pesticides, les énergies fossiles, le diesel, etc. Cependant, si l'on peut faire disparaître les crises écologiques du calcul économique, on ne les fera pas disparaître de la réalité. Il faudra bien, tôt ou tard, traverser les apparences et se rendre au réel.

Pour aller plus loin:

Eloi Laurent, Nos mythologies économiques, Les Liens qui Libèrent, 2016

LAPRESSEENREVUE.EU

Nonfiction et Jean Bastien

Slate ^{FR}

VI) Laurent Berger fustige les propositions «délirantes» de la droite



Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT - AFP

Fonctionnaires, référendum, syndicats... le secrétaire général de la CFDT tire à boulets rouges sur les programmes des candidats à la primaire de la droite.

Laurent Berger tire à boulets rouges sur les programmes des candidats à la primaire de la droite, jugeant « délirantes » les coupes d'effectifs de fonctionnaires proposées et « stigmatisantes » les attaques contre les syndicats. « Nous voulons que les candidats parlent mieux du monde du travail », a déclaré le secrétaire général de la CFDT dans une interview à « Paris Match ». « Rien n'est proposé sur les transitions numériques ou écologiques, aucun enjeu du futur n'apparaît dans les programmes », dénonce-t-il.

« Du mensonge et de la manipulation »

Prôner des coupes drastiques dans la fonction publique, « c'est du mensonge et de la manipulation », accuse-t-il, jugeant « scandaleux » de « pointer les fonctionnaires comme les responsables de notre situation actuelle ». « Les coupes d'effectifs annoncées sont délirantes. Quand ils annonceront moins de remplacements d'enseignants, moins de services publics, d'action sociale, les gens réagiront », prédit-il.

Quant à la proposition de référendums d'entreprises à l'initiative des employeurs, « c'est insupportable » et « à l'inverse » du dispositif créé par la loi travail avec le soutien de la CFDT, qui est à la main des organisations syndicales.

« Faux » et « exaspérant »

Laurent Berger juge, par ailleurs, « stigmatisant(e) » la volonté d'Alain Juppé de limiter le nombre de mandats des syndicalistes et de les obliger à exercer leur activité de salarié au moins 50% du temps, alors que « 90% des élus syndicaux en entreprises continuent d'exercer leur activité professionnelle ». « Je rappelle que plusieurs candidats à la présidentielle, à droite comme à gauche, sont depuis si longtemps dans le système politique qu'ils ont connu plusieurs secrétaires généraux de la CFDT, qui eux sont passés à autre chose », rétorque-t-il.

Laurent Berger n'épargne pas non plus François Hollande et son « livre sidérant » de confessions à deux journalistes du « Monde », « Un président de devrait pas dire ça... » Le leader syndical « n'a que faire » des «

commentaires » du chef de l'Etat sur sa « personnalité » et estime que « l'ultra-transparence n'est pas bonne pour cette fonction ». Dans le livre de Gérard Davet et Fabrice Lhomme, François Hollande attribue notamment la montée du vote FN dans les classes populaires au fait qu'il n'y aurait pas « de syndicats forts » en milieu ouvrier. C'est « faux » et « exaspérant », réagit Laurent Berger.

Le syndicaliste se dit prêt à appeler de nouveau à battre le Front national au second tour de la présidentielle en mai. « Mais le candidat qui serait face à Marine Le Pen, s'il est élu, n'obtiendrait pas notre blanc seing sur sa façon d'exercer le pouvoir », prévient-il.

LesEchos.fr

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com